

Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Percé _____

Code géographique : 02005 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Caroline Dégarie, atteste la véracité du rapport financier

de Percé pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-05-04 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Percé

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Ville de Percé, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Percé au 31 décembre 2014 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Percé inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16-1, 16-2 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

(1)

CPA auditeur CA, permis de comptabilité publique no A113277

DATE 2015-04-27

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1	3 794 200	3 742 163	3 742 163	3 658 981
Compensations tenant lieu de taxes	2	477 500	487 135	487 135	461 023
Quotes-parts	3				
Transferts	4	841 200	940 521	940 521	1 007 700
Services rendus	5	82 600	237 970	237 970	196 637
Imposition de droits	6	65 000	112 831	112 831	58 910
Amendes et pénalités	7	500	10	10	
Intérêts	8	77 000	116 306	116 306	146 389
Autres revenus	9				9 156
	10	5 338 000	5 636 936	5 636 936	5 538 796
Investissement					
Taxes	11				
Quotes-parts	12				
Transferts	13		162 776	162 776	(151 174)
Autres revenus	14		5 000	5 000	
Contributions des promoteurs	15				
Autres	16				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	17		167 776	167 776	(151 174)
	18	5 338 000	5 804 712	5 804 712	5 387 622
Charges					
Administration générale	19	919 000	952 873	982 907	934 958
Sécurité publique	20	536 300	542 610	614 389	522 256
Transport	21	1 034 700	1 231 583	1 391 108	1 254 619
Hygiène du milieu	22	894 650	937 739	1 413 769	1 367 890
Santé et bien-être	23	12 000	11 368	11 368	22 535
Aménagement, urbanisme et développement	24	1 113 950	1 048 645	1 071 985	1 164 801
Loisirs et culture	25	140 900	139 965	179 314	170 962
Réseau d'électricité	26				
Frais de financement	27	159 500	196 597	196 597	119 250
Amortissement des immobilisations	28		800 057 (	( 800 057)	
	29	4 811 000	5 861 437	5 861 437	5 557 271
	30	527 000	(56 725)	(56 725)	(169 649)
Excédent (déficit) de l'exercice					

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	527 000	(56 725)	(169 649)
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	(167 776)	(151 174))
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	527 000	(224 501)	(18 475)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		800 057	587 533
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		800 057	587 533
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		130 000	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	527 000)	(802 366)	(483 147)
	18	(527 000)	(672 366)	(483 147)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	(56 928)	(4 888)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		30 769	145 280
Excédent de fonctionnement affecté	21		300 000	70 000
Réserves financières et fonds réservés	22		(150 032)	(140 767)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25		123 809	69 625
	26	(527 000)	251 500	174 011
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		26 999	155 536

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	167 776	(151 174)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2 (	18 187)	(387 286)
Sécurité publique	3 (	8 625)	(1 860 319)
Transport	4 (	1 787 644)	(631 918)
Hygiène du milieu	5 (	109 230)	(773 684)
Santé et bien-être	6 ()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	432 246)	()
Loisirs et culture	8 (	93 133)	(83 649)
Réseau d'électricité	9 ()	()
	10 (	2 449 065)	(3 736 856)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11 ()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	12 ()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 252 100	4 941 468
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	56 928	4 888
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	118 228	244 778
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	152 074	215 706
	18	327 230	465 372
	19	2 130 265	1 669 984
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	2 298 041	1 518 810

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	1 435 400	1 533 409	1 509 216
Charges sociales	2	257 585	257 933	262 755
Biens et services	3	2 017 165	2 197 193	2 112 501
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	146 500	176 839	114 026
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	13 000	19 758	5 224
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	749 150	755 018	799 841
Autres	10	1 500	1 506	1 494
Autres organismes	11	82 000	73 128	92 938
Amortissement des immobilisations	12		800 057	587 533
Autres				
- Autres	13	88 700	23 673	25 681
- Créances douteuses	14	20 000	22 923	46 062
-	15			
	16	4 811 000	5 861 437	5 557 271

**ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	3 794 200	3 742 163	3 658 981
Compensations tenant lieu de taxes	2	477 500	487 135	461 023
Quotes-parts	3			
Transferts	4	841 200	1 103 297	856 526
Services rendus	5	82 600	237 970	196 637
Imposition de droits	6	65 000	112 831	58 910
Amendes et pénalités	7	500	10	
Intérêts	8	77 000	116 306	146 389
Autres revenus	9		5 000	9 156
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	5 338 000	5 804 712	5 387 622
Charges				
Administration générale	12	919 000	982 907	934 958
Sécurité publique	13	536 300	614 389	522 256
Transport	14	1 034 700	1 391 108	1 254 619
Hygiène du milieu	15	894 650	1 413 769	1 367 890
Santé et bien-être	16	12 000	11 368	22 535
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 113 950	1 071 985	1 164 801
Loisirs et culture	18	140 900	179 314	170 962
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	159 500	196 597	119 250
	21	4 811 000	5 861 437	5 557 271
Excédent (déficit) de l'exercice	22	527 000	(56 725)	(169 649)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		14 585 451	14 749 477
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(42 220)	5 623
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		14 543 231	14 755 100
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		14 486 506	14 585 451

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	527 000	(56 725)	(169 649)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	2 449 065 ) (	3 736 856)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		800 057	587 533
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(1 649 008)	(3 149 323)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			(9 131)
Variation des stocks de fournitures	9		(14 275)	22 747
Variation des autres actifs non financiers	10		(48 073)	(36 141)
	11		(62 348)	(22 525)
	12	527 000	(1 768 081)	(3 341 497)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	527 000	(1 768 081)	(3 341 497)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(8 232 167)	(4 896 293)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		(42 220)	5 623
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(8 274 387)	(4 890 670)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(10 042 468)	(8 232 167)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	193 417	416 209
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	1 697 869	1 858 752
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		20 200
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	1 891 286	2 295 161
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 492 343	3 225 875
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	799 582	1 314 458
Revenus reportés (note 12)	13	102 579	31 356
Dette à long terme (note 13)	14	9 539 250	5 955 639
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	11 933 754	10 527 328
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(10 042 468)	(8 232 167)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	24 379 048	22 730 040
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	29 091	29 091
Stocks de fournitures	20	25 700	11 425
Autres actifs non financiers (note 17)	21	95 135	47 062
	22	24 528 974	22 817 618
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	14 486 506	14 585 451

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(56 725)	(169 649)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	800 057	587 533
Autres			
- Redressement surplus	3	(42 220)	5 623
-	4		
	5	701 112	423 507
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	160 883	510 247
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(514 876)	189 712
Revenus reportés	9	71 223	(25 948)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		(9 131)
Stocks de fournitures	12	(14 275)	22 747
Autres actifs non financiers	13	(48 073)	(36 141)
	14	355 994	1 074 993
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 449 065)	(3 736 856)
Produit de cession	16		
	17	(2 449 065)	(3 736 856)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21	20 200	
	22	20 200	
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	4 385 977	4 680 884
Remboursement de la dette à long terme	24	(802 366)	(661 446)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(1 733 532)	(1 259 744)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 850 079	2 759 694
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(222 792)	97 831
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	416 209	318 378
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	193 417	416 209

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.]

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

D) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations**Amortissement**

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	2,5 à 5 %
Bâtiments	5 %
Véhicules	5 à 10 %
Machinerie, outillage et équipement	5 %
Ameublement et équipement de bureau	2 à 2,5 %
Oeuvres d'arts	100 %

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	178 873	283 550
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	755 072	870 479
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	612 873	589 080
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	138 458	246 856
Organismes municipaux	8	37 640	32 637
Autres			
- Autres	9	153 826	119 700
-	10		
	11	1 697 869	1 858 752
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	51 297	111 027
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		20 200
Autres placements	23		
	24		20 200
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()
	27	()
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	36 197
Autres régimes (REER et autres)	31	41 764
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	36 197
		41 764
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	
Note		
10. Emprunts temporaires		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37	600 971
Salaires et avantages sociaux	38	34 957
Dépôts et retenues de garantie	39	470 091
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Intérêts courus à payer	42	77 210
- Subvention à payer - MAM	43	85 393
- Autres	44	1 051
-	45	
-	46	
	47	799 582
		1 314 458
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48	21 007
Transferts	49	8 464
Autres		
- Revenus de projet	50	81 572
-	51	
	52	102 579
		31 356
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014					2013	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	3,80	2015	2039	53	9 188 600	5 498 600
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	798	8 555
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59	342 852	434 484
Autres					60	7 000	14 000
					61	9 539 250	5 955 639
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	()	()
					63	9 539 250	5 955 639

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme					Total 2014
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres				
2015	64	72	968 998	80	98 990	89	97	1 067 988
2016	65	73	851 600	81	102 255	90	98	953 855
2017	66	74	769 600	82	105 628	91	99	875 228
2018	67	75	739 000	83	35 979	92	100	774 979
2019	68	76	758 900	84		93	101	758 900
2020 et +	69	77	5 108 300	85		94	102	5 108 300
	70	78	9 196 398	86	342 852	95	103	9 539 250
Intérêts et frais accessoires				87	()		104	()
	71	79	9 196 398	88	342 852	96	105	9 539 250

Note

	2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106 (6 111 055)	(8 232 167)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107 (3 931 413)	
Autres	108	
	109 (10 042 468)	(8 232 167)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	6 259 847	138	5 699 151	165		192	11 958 998
Eaux usées	111	6 550 467	139		166		193	6 550 467
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	2 621 972	140	1 362 756	167		194	3 984 728
Autres	113	1 275 927	141		168		195	1 275 927
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	2 578 402	143	746 728	170		197	3 325 130
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	2 413 466	145	591 956	172		199	3 005 422
Ameublement et équipement de bureau	118	262 011	146	9 576	173		200	271 587
Machinerie, outillage et équipement divers	119	315 704	147		174		201	315 704
Terrains	120	354 910	148	4 753	175		202	359 663
Autres	121	152 702	149		176		203	152 702
	122	<u>22 785 408</u>	150	<u>8 414 920</u>	177		204	<u>31 200 328</u>
Immobilisations en cours	123	<u>10 653 513</u>	151	<u>(5 965 855)</u>	178		205	<u>4 687 658</u>
	124	<u>33 438 921</u>	152	<u>2 449 065</u>	179		206	<u>35 887 986</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	2 915 693	153	298 975	180		207	3 214 668
Eaux usées	126	3 187 819	154	163 762	181		208	3 351 581
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	952 237	155	97 432	182		209	1 049 669
Autres	128	388 853	156	31 898	183		210	420 751
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	1 331 122	158	83 128	185		212	1 414 250
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	1 309 183	160	112 671	187		214	1 421 854
Ameublement et équipement de bureau	133	232 576	161	3 925	188		215	236 501
Machinerie, outillage et équipement divers	134	239 698	162	8 266	189		216	247 964
Autres	135	<u>151 700</u>	163		190		217	<u>151 700</u>
	136	<u>10 708 881</u>	164	<u>800 057</u>	191		218	<u>11 508 938</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>22 730 040</u>					219	<u>24 379 048</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	501 884	223	2 185	225		227	504 069
Amortissement cumulé	221	(25 094)	224	(25 203)	226		228	(50 297)
Valeur comptable nette	222	<u>476 790</u>					229	<u>453 772</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	29 091	29 091
	233	29 091	29 091
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	29 091	29 091

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	9 727	
Frais reportés			
- Frais de refinancement	237	85 408	47 062
-	238		
	239	95 135	47 062

Note**18. Obligations contractuelles**

La ville s'est engagée, d'après une entente avec Escale Gaspésie, à verser une somme de 25 000 \$ pour le prochain exercice.

La ville s'est engagée à verser une somme de 2 500 \$ pour l'aménagement d'un parc récréatif scolaire municipaux, pour le prochain exercice.

La ville s'est engagée à verser une somme de 2 000 \$ par année pour une durée de 5 ans avec Tourisme Anse à Beaufils .

La ville s'est engagée à verser 50 % des coûts énergétiques, 50 % des coûts de conciergerie et 50 % des travaux physiques (dénégement) avec la Commission Scolaire René Lévesque.

L'Office d'habitation de Percé, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Au 31 décembre 2014, les réclamations pendantes contre la ville s'élèvent à 45 000 \$.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, en tout ou en partie, la ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit: le montant porté dans son budget annuel d'opérations, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Reclassement de la subvention de la TECQ 20 525 \$, ajustement des frais d'intérêts au montant de 1 695 \$ et contribution au fonds du patrimoine de 20 000 \$ pour un total de 42 220 \$.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

22. Instruments financiers

S.O.

		2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	240	193 417	416 209
Découvert bancaire	241	()	()
Placements temporaires	242		
<i>Ajouter</i>			
-	243		
-	244		
-	245		
-	246		
<i>Déduire</i>			
-	247	()	()
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	253	193 417	416 209

Note

24. Risques environnementaux

Les opérations de la municipalité sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement déterminables en ce qui concerne la résultante, l'échéance ou l'impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la municipalité fonctionne en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, à l'exception de la quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, serait comptabilisé aux résultats de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Risques environnementaux

l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	280 169	608 387
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	463 806	601 849
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 ()	(
Financement des investissements en cours	4	(981 869)	(3 279 910)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5	14 724 400	16 655 125
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6		
	7	14 486 506	14 585 451

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Budget 2015	8	100 000	
- Budget 2014	9		300 000
- Fonds de stationnement	10	7 400	7 400
- travaux asphaltage et autres	11	63 999	
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17	171 399	307 400

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18		
-	19		
-	20		
	21		

Réserves financières

-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27		

Fonds réservés

Fonds de roulement	28	178 872	162 634
Fonds parcs et terrains de jeux	29		
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	30 487	65 595
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	12 552	12 552
Financement des activités de fonctionnement	33		
Autres			
- Pavillon Corporatif	34	70 496	53 668
-	35		
-	36		
-	37		
	38	292 407	294 449
	39	463 806	601 849

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	()
Autres		
-	51 () ()	()
-	52 () ()	()
	53 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	()
Autre financement	55 () ()	()
	56 () ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57	()
Investissements à financer	58 (981 869) ()	(3 279 910)
	59 (981 869)	(3 279 910)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 24 379 048	22 730 040
Propriétés destinées à la revente	61 29 091	29 091
Prêts	62	()
Placements à titre d'investissement	63	20 200
Participations dans des entreprises municipales	64	()
	65 24 408 139	22 779 331
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 9 539 250	5 955 639
Frais reportés liés à la dette à long terme	67	()
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 () ()	()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () ()	()
	71 9 539 250	5 955 639
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72 144 489	168 567
	73 9 683 739	6 124 206
	74 14 724 400	16 655 125

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51		
Autres hypothèses économiques			
-	52		
-	53		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	58 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	<u>77</u>	<u> </u>	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

Les employés de la ville participent à un régime complémentaire de retraite à cotisations déterminés de type contributif qui prévoit le versement des prestations basées sur les cotisations salariales et patronales accumulées avec intérêts en fonction du rendement. La dépense de la ville correspond aux cotisations qu'elle a dû verser en considération du régime de retraite établi. La ville n'a aucune obligation relative au régime, autre que de verser sa cotisation annuelle. Actuellement, la cotisation annuelle correspond à 4,5 % pour les salariés et 8 % pour les cadres et la ville doit verser le même montant que les cotisations prélevées.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Charge de l'exercice	2014	2013
Cotisations de l'employeur	89 36 197	41 764

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Administration municipale

Dette à long terme	1	9 539 250
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	981 869
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	4 379 510
---	---	-----------

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	6 141 609
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	6 141 609
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	6 141 609
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	6 141 609
---	----	-----------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TAXES		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 639 600	2 590 799	2 511 522
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	195 600	194 054	150 805
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	2 835 200	2 784 853	2 662 327
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	185 100	184 368	185 096
Égout	11	164 200		
Traitement des eaux usées	12	597 100	175 240	176 474
Matières résiduelles	13		581 065	635 084
Autres				
-	14	12 600		
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		16 637	
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	959 000	957 310	996 654
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	959 000	957 310	996 654
	26	3 794 200	3 742 163	3 658 981

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 306 900	315 487	303 249
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28 49 400	53 065	45 501
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30 25 700	25 750	25 750
	31 382 000	394 302	374 500
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33 11 000	10 476	9 223
Écoles primaires et secondaires	34 63 600	59 030	57 058
	35 74 600	69 506	66 281
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 456 600	463 808	440 781
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41 13 500	16 374	15 989
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42 7 400	6 953	4 253
Taxes d'affaires	43		
	44 20 900	23 327	20 242
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 477 500	487 135	461 023

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014	Réalizations 2014	Réalizations 2013
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	155 000	155 667
Enlèvement de la neige	58		205 667
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63	6 865	6 178
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	360 500	472 508
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	25 000	34 942
Tri et conditionnement	73		33 824
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82	96 000	
Rénovation urbaine	83	10 000	80 071
Promotion et développement économique	84		41 867
Autres	85	51 200	121 376
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		1 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	3 843	1 159
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	697 700	795 763
			478 859

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	162 776	(151 174)
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	162 776	(151 174)

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	143 500	144 758	268 169
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			260 672
	138	143 500	144 758	528 841
TOTAL DES TRANSFERTS	139	841 200	1 103 297	856 526

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	5 000	13 833	30 164
Sécurité publique	183	2 000		
Transport				
Réseau routier	184	62 600	187 653	107 445
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	12 000	33 906	36 420
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	1 000	944	19 141
Loisirs et culture	193		1 634	3 467
Réseau d'électricité	194			
	195	82 600	237 970	196 637
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	82 600	237 970	196 637
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	7 000	12 402	10 832
Droits de mutation immobilière	198	30 000	66 118	27 290
Droits sur les carrières et sablières	199	25 000	34 311	20 788
Autres	200	3 000		
	201	65 000	112 831	58 910
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	500	10	
INTÉRÊTS	203	77 000	116 306	146 389
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		5 000	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211			9 156
	212		5 000	9 156

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	111 500	112 653	112 653	108 044
Application de la loi	2				
Gestion financière et administrative	3	422 100	422 554	422 554	415 638
Greffé	4	107 000	109 818	109 818	138 495
Évaluation	5	149 900	155 534	155 534	98 895
Gestion du personnel	6	11 000	14 379	14 379	608
Autres	7	117 500	137 935	167 969	173 278
	8	919 000	952 873	982 907	934 958
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	238 100	229 221	229 221	220 308
Sécurité incendie	10	282 000	283 441	71 726	286 430
Sécurité civile	11	3 000		53	528
Autres	12	13 200	29 948	29 948	14 990
	13	536 300	542 610	71 779	522 256
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	486 000	450 784	450 784	532 579
Enlèvement de la neige	15	423 200	649 809	145 581	583 748
Éclairage des rues	16	79 000	82 092	82 092	78 915
Circulation et stationnement	17	5 000	7 499	7 499	6 288
Transport collectif					
Transport en commun	18	18 400	18 336	13 944	29 616
Transport aérien	19	23 100	23 063	23 063	23 473
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	1 034 700	1 231 583	159 525	1 254 619

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	147 500	184 076	184 076	181 131
Réseau de distribution de l'eau potable	24	39 500	48 108	349 176	196 596
Traitement des eaux usées	25	203 000	204 719	318 121	329 103
Réseaux d'égout	26	22 700	18 894	70 824	70 593
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27				
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29				
Tri et conditionnement	30	481 950	481 942	9 630	491 572
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40	894 650	937 739	476 030	1 413 769
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	12 000	11 368	11 368	22 535
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44	12 000	11 368	11 368	22 535
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	212 300	205 513	205 513	180 890
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46	222 050	151 749	151 749	147 732
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	57 800	56 438	56 438	71 249
Tourisme	49	356 000	320 922	609	324 019
Autres	50	265 800	313 643	22 731	440 911
Autres	51		380	380	
	52	1 113 950	1 048 645	23 340	1 164 801

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	41 100	40 486	24 098	64 584
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56				
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	56 500	15 450		15 450
Autres	59	36 307	36 307		42 244
	60	97 600	92 243	24 098	116 341
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	23 300	22 244	5 618	27 862
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	20 000	25 478	9 633	35 111
	66	43 300	47 722	15 251	62 973
	67	140 900	139 965	39 349	179 314
					170 962
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	133 000	162 297		162 297
Autres frais	70	13 500	14 542		14 542
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	13 000	19 758		19 758
	73	159 500	196 597		196 597
					5 224
					119 250
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
74			800 057 (	800 057)	

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Percé

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de Ville de Percé (ci-après la « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) . En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

(1)

(1) CPA auditeur CA, permis de comptabilité publique no A113277

DATE 2015-04-27

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>3 742 163</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>3 742 163</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	3 742 163
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>3 742 163</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires		5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM		6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	255 836	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	16 637	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	<u> </u>	10 <u>272 473</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>3 469 690</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>165 790 400</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>166 236 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>166 013 450</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>3 469 690</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>166 013 450</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	[] [2] , [0] [9] [0] [0] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	<u> </u>
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	<u> </u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	<u> </u>

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Budget 2014	Réalizations 2014	Réalizations 2013
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	84 456	754 328
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	6 512	19 356
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	539 651	90 978
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	496 946	319 167
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	933 042	2 007 764
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	374 129	540 940
Ameublement et équipement de bureau	18	9 576	3 321
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20	4 753	1 002
Autres	21		
	22	2 449 065	3 736 856

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23	84 456	754 328
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	6 512	19 356
Autres infrastructures	27	1 036 597	410 145
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	1 321 500	2 553 027
	34	2 449 065	3 736 856

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	5 498 600	4 382 100	692 100	9 188 600
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	8 555		7 757	798
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	434 484	3 877	95 509	342 852
Autres	6	14 000		7 000	7 000
	7	5 955 639	4 385 977	802 366	9 539 250
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	416 614	1 482 000	96 630	1 801 984
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	5 539 025	2 903 977	705 736	7 737 266
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	5 955 639	4 385 977	802 366	9 539 250
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25				
	26	5 955 639	4 385 977	802 366	9 539 250
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28	5 955 639	4 385 977	802 366	9 539 250

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1	32 000	31 920	30 631
Évaluation	2	148 400	154 549	97 869
Autres	3	5 500	5 445	5 071
Sécurité publique				
Police	4	8 500	8 482	10 426
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	41 500	23 063	23 473
Autres	10		18 336	15 672
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	481 950	481 942	580 838
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	11 500	11 477	15 562
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	19 800	19 804	20 299
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	749 150	755 018	799 841

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total¹
1	Cadres et contremaîtres	6,00	32,50	411 599	86 298	497 897
2	Professionnels					
3	Cols blancs	7,32	32,50	319 052	57 563	376 615
4	Cols bleus	15,22	40,00	729 795	125 055	854 850
5	Policiers					
6	Pompiers	31,00	35,00	84 506	5 522	90 028
7	Conducteurs et opérateurs (transport en commun)					
8		59,54		1 544 952	274 438	1 819 390
9	Élus	9,00		87 227	4 312	91 539
10		68,54		1 632 179	278 750	1 910 929

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
	Fonctionnement	Investissement	
11	Transport en commun		
	Eau et égout		
12	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	472 508	472 508
13	Réseau de distribution de l'eau potable	162 776	162 776
14	Traitement des eaux usées		
15	Réseaux d'égout	468 013	468 013
16	Autres		
17		1 103 297	1 103 297

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	Charges avant amortissement		Amortissement des immo-bilisations		Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	=	-				
Administration générale								
Application de la loi	1	27	53	79	105	131		
Évaluation	2	155 534	54	80	106	132	155 534	
Autres	3	797 339	30 034	81	107	133	813 540	19 758
	4	952 873	30 034	82	108	134	969 074	19 758
Sécurité publique								
Police	5	229 221	57	83	109	135	229 221	30 827
Sécurité incendie	6	283 441	71 726	84	110	136	355 167	
Sécurité civile	7		53	85	111	137	53	
Autres	8	29 948	60	86	112	138	29 948	
	9	542 610	71 779	87	113	139	614 389	30 827
Transport								
Réseau routier	10	450 784	62	88	114	140	263 131	
Voirie municipale	11	649 809	63	89	115	141	795 390	116 930
Enlèvement de la neige	12	89 591	64	90	116	142	89 591	
Autres	13	41 399	65	91	117	143	55 343	1 449
Transport collectif	14		66	92	118	144		
Autres	15	1 231 583	67	93	119	145	1 203 455	118 379
Hygiène du milieu								
Eau et égout	16	184 076	68	94	120	146	184 076	
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	48 108	69	95	121	147	315 270	
Réseau de distribution de l'eau potable	18	204 719	70	96	122	148	318 121	
Traitement des eaux usées	19	18 894	71	97	123	149	70 824	
Réseaux d'égout	20		72	98	124	150		
Matières résiduelles	21	481 942	73	99	125	151	491 572	
Déchets domestiques et assimilés	22		74	100	126	152		
Matières recyclables	23		75	101	127	153		
Autres	24		76	102	128	154		
Cours d'eau	25		77	103	129	155		
Protection de l'environnement	26	937 739	78	104	130	156	1 379 863	
Autres			476 030		33 906			
			1 413 769					

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo-bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être										
Logement social	157 11 368	172	187	187	11 368	202	217	217	11 368	232
Sécurité du revenu	158	173	188	188		203	218	218		233
Autres	159	174	189	189		204	219	219		234
	160	175	190	190	11 368	205	220	220	11 368	235
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161 205 513	176	191	191	205 513	206	944	221	204 569	236
Rénovation urbaine	162 151 749	177	192	192	151 749	207	222	222	151 749	237
Promotion et développement économique	163 691 003	178	193	193	714 343	208	223	223	714 343	238
Autres	164 380	179	194	194	380	209	224	224	380	239
	165 1 048 645	180	195	195	1 071 985	210	944	225	1 071 041	240
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166 92 243	181	196	196	116 341	211	1 634	226	114 707	241
Activités culturelles	167 22 244	182	197	197	27 862	212	227	227	27 862	242
Bibliothèques	168 25 478	183	198	198	35 111	213	228	228	35 111	243
Autres	169 139 965	184	199	199	179 314	214	1 634	229	177 680	244
	170 185	185	200	200	215	215	230	230		245
Réseau d'électricité										
	171 4 864 783	186	201	201	5 664 840	216	237 970	231	5 426 870	246
										196 597

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014***Non audité*

		2014	2013
Rémunération	1	98 770	
Charges sociales	2	20 817	
Biens et services	3	2 329 478	3 736 856
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 449 065	3 736 856

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	608 387	1 137 185
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(42 221)	5 724
Solde redressé au début de l'exercice	3	566 166	1 142 909
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	26 999	155 536
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(30 769)	(145 280)
Activités d'investissement	6	(118 228)	(244 778)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(163 999)	(300 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(285 997)	(534 522)
Solde à la fin de l'exercice	12	280 169	608 387
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	307 400	77 400
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	307 400	77 400
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(300 000)	(70 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	163 999	300 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(136 001)	230 000
Solde à la fin de l'exercice	22	171 399	307 400
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	294 449	369 388
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	294 449	369 388
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	150 032	140 767
Activités d'investissement	27	(152 074)	(215 706)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(2 042)	(74 939)
Solde à la fin de l'exercice	31	292 407	294 449

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 ()	()
	47 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
Solde à la fin de l'exercice	51 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52 (3 279 910)	(4 798 720)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54 (3 279 910)	(4 798 720)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55 2 298 041	1 518 810
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59 2 298 041	1 518 810
Solde à la fin de l'exercice	60 (981 869)	(3 279 910)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61 16 655 125	17 964 224
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	(100)
Solde redressé au début de l'exercice	63 16 655 125	17 964 124
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 (1 930 725)	(1 308 999)
Solde à la fin de l'exercice	67 14 724 400	16 655 125

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>500 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÉGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	1	2	3	4	5	6	7	8
	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement	Réglements d'emprunt fermés Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
Montant non réservé	12 552						12 552	
Montant réservé pour le service de la dette								
	12 552						12 552	

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[] , [] [] [] [] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[1] , [4] [3] [0] [0] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[1] , [4] [3] [0] [0] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[2] , [4] [8] [0] [0] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[2] , [1] [8] [0] [0] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[1] , [4] [3] [0] [0] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[] , [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] , [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] , [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] , [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] , [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] , [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] , [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] , [] [] [] [] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(Montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	[2 | 0 | 0] , [0 | 0] \$
Égout	2	[2 | 4 | 0] , [0 | 0] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[2 | 8 | 0] , [0 | 0] \$
Matières résiduelles	5	[2 | 5 | 0] , [0 | 0] \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Aqueduc et égoût	,2800	1	
Traitement des eaux usées	,0800	1	
Assainissement des eaux -Cap d'espoir	,4700	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	20 408	\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	8 459	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	6 200	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 137, route 132 Ouest
(no) (rue)
Percé (Québec) G0C 2L0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 782-2933
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 782-5487
(ind. rég.) (numéro)

Courriel tresorerie@ville.perce.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Dégarie, Caroline

Téléphone (418) 782-2933
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 782-5487
(ind. rég.) (numéro)

Courriel tresorerie@ville.perce.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton, SENCRL

Titre CPA auditeur, CA

Adresse 107, commerciale Ouest, bureau 201
(no) (rue)
Chandler (Québec) G0C 1K0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 689-2683
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (481) 689-4674
(ind. rég.) (numéro)

Courriel chretien.richard@rcgt.com

Responsable du dossier Richard Chrétien, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Felix Caron , atteste que le rapport financier de Percé pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-05-04 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Percé consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Percé détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (56 725) \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 2,0900 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-04-25 10:11:46

Date de transmission au Ministère : 2015/05/13

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Percé

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

Déposé le "2015-05-13"

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	5 338 000	5 636 936	5 538 796
Investissement	2		167 776	(151 174)
	3	5 338 000	5 804 712	5 387 622
Charges	4	4 811 000	5 861 437	5 557 271
Excédent (déficit) de l'exercice	5	527 000	(56 725)	(169 649)
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	167 776 ) (	(151 174))
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	527 000	(224 501)	(18 475)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		800 057	587 533
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		130 000	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	527 000 ) (	802 366 ) (	483 147)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	56 928 ) (	4 888)
Excédent (déficit) accumulé	12		180 737	74 513
Autres éléments de conciliation	13			
	14	(527 000)	251 500	174 011
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		26 999	155 536

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Actifs financiers			
Débiteurs	1	1 697 869	1 858 752
Autres	2	193 417	436 409
	3	1 891 286	2 295 161
Passifs			
Dette à long terme	4	9 539 250	5 955 639
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	2 394 504	4 571 689
	7	11 933 754	10 527 328
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(10 042 468)	(8 232 167)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	24 379 048	22 730 040
Autres	10	149 926	87 578
	11	24 528 974	22 817 618
Excédent (déficit) accumulé	12	14 486 506	14 585 451

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	280 169	608 387
Excédent de fonctionnement affecté			
- Budget 2015	14	100 000	
- Budget 2014	15		300 000
- Fonds de stationnement	16	7 400	7 400
- travaux asphaltage et autres	17	63 999	
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	171 399	307 400
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	292 407	294 449
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 ()	(
Financement des investissements en cours	27	(981 869)	(3 279 910)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	14 724 400	16 655 125
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	14 486 506	14 585 451

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	3 794 200	3 742 163	3 658 981
Compensations tenant lieu de taxes	2	477 500	487 135	461 023
Quotes-parts	3			
Transferts	4	841 200	940 521	1 007 700
Services rendus	5	82 600	237 970	196 637
Autres	6	142 500	229 147	214 455
	7	5 338 000	5 636 936	5 538 796
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10		162 776	(151 174)
Autres	11		5 000	
	12		167 776	(151 174)
	13	5 338 000	5 804 712	5 387 622

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	149 900	155 534	155 534	98 895
Autres	2	769 100	797 339	827 373	836 063
Sécurité publique					
Police	3	238 100	229 221	229 221	220 308
Sécurité incendie	4	282 000	283 441	355 167	286 430
Autres	5	16 200	29 948	30 001	15 518
Transport					
Réseau routier	6	993 200	1 190 184	1 335 765	1 201 530
Transport collectif	7	41 500	41 399	55 343	53 089
Autres	8				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	412 700	455 797	922 197	777 423
Matières résiduelles	10	481 950	481 942	491 572	590 467
Autres	11				
Santé et bien-être	12	12 000	11 368	11 368	22 535
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	212 300	205 513	205 513	180 890
Promotion et développement économique	14	679 600	691 003	714 343	836 179
Autres	15	222 050	152 129	152 129	147 732
Loisirs et culture	16	140 900	139 965	179 314	170 962
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	159 500	196 597	196 597	119 250
Amortissement des immobilisations	19		(800 057)		
	20	4 811 000	5 861 437	5 861 437	5 557 271

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3